



Mettre fin aux cadeaux fiscaux à l'étranger

Aujourd'hui, l'impôt anticipé provoque l'exil à l'étranger des opérations de financement des entreprises suisses. La Suisse fait ainsi, depuis des années, cadeau de recettes fiscales et d'activités commerciales à d'autres pays. Alors que la réforme proposée par le Conseil fédéral et le Parlement veut corriger ce dysfonctionnement, la gauche vise par son référendum à maintenir cette auto-discrimination de la Suisse et bloquer une amélioration attendue de longue date. Une large alliance de partis politiques et d'associations économiques s'engage pour une réforme de l'impôt dont l'unique ambition est de rapatrier de l'argent.

La Suisse est confrontée à un problème structurel dont elle est elle-même la cause : l'impôt anticipé fait fuir le financement des entreprises à l'étranger. Aujourd'hui, les entreprises suisses sont obligées de lever des fonds à l'étranger si elles veulent attirer des investisseurs internationaux. En réformant l'impôt anticipé, le Conseil fédéral et le monde politique veulent éliminer cet obstacle « fait maison ». La Suisse ne doit plus faire cadeau de ses impôts, emplois et cotisations AVS à l'étranger.

Récupérer l'argent grâce à la réforme de l'impôt anticipé

L'objectif de la réforme de l'impôt anticipé est de ramener en Suisse des recettes fiscales et des emplois qui se trouvent à l'étranger. Ce sont les contribuables suisses qui doivent en bénéficier, pas le trésor public du Luxembourg ou

d'ailleurs. Les avantages seront doubles : d'un côté le retour des opérations commerciales fera augmenter les recettes fiscales au bout de peu de temps déjà, de l'autre la Confédération, les cantons et les communes pourront se financer à moindre coût. Au lieu de servir à régler des intérêts, l'argent des contribuables pourra être investi dans l'intérêt des citoyens. Les entreprises aussi pourront alors se financer à moindre coût. Ces millions économisés donneront des impulsions de croissance en Suisse plutôt qu'à l'étranger ! La réforme fait en sorte que l'argent reste chez nous et profite à notre pays.

Pour que la Suisse ne se retrouve pas les mains vides

Par son référendum, le PS accepte sans ciller que, jour après jour, des recettes fiscales soient concédées à l'étranger et préfère maintenir un système pénalisant. C'est incompréhensible, en particulier en ces temps de grandes turbulences. Il est donc primordial de corriger rapidement les dysfonctionnements de notre système fiscal qui nous discriminent. À cet égard, la réforme de l'impôt anticipé offre un excellent rapport coût/bénéfice, selon le Conseil fédéral. Elle renforce la place économique suisse et, par là même, garantit des recettes, parce que les entreprises suisses payeront plus d'impôts en Suisse. En même temps, la collectivité pourra se financer à moindre coût. La réforme contribuera à la bonne santé et à la stabilité des finances publiques. La Suisse tout entière en profitera.

Large alliance en faveur du OUI à la réforme de l'impôt anticipé :

Martin Landolt, conseiller national **Le Centre**

Beat Walti, conseiller national **PLR**

Jürg Grossen, conseiller national, président du **pvl**

Andrea Sommer, responsable de la communication **UDC Suisse**

Monika Rühl, présidente de la direction d'**economiesuisse**

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'**Union suisse des arts et métiers usam**

Roland A. Müller, directeur de l'**Union patronale suisse UPS**

Martin Rufer, directeur de l'**Union suisse des paysans USP**

Stephan Mumenthaler, directeur de **scienceindustries**

Jörg Gasser, directeur de l'**Association suisse des banquiers ASB**

Urs Arbter, directeur de l'**Association Suisse d'Assurances ASA**

Gabriel Rumo, directeur de **SwissHoldings**

Stefan Brupbacher, directeur de **Swissmem**